

**GAZ DE SCHISTE.** Jacques Varet, qui s'exprime ici à titre personnel, explique en quoi la fracturation hydraulique représente un danger pour l'environnement.

# La fuite en avant des énergies fossiles

Jacques Varet est conseiller auprès du BRGM, le service géologique national, après en avoir été le directeur. Il préside le conseil scientifique du Parc national des Cévennes. Membre du Club cévenol, il est aussi paroissien de l'église réformée à Orléans.

**Pourquoi le débat autour du gaz de schiste est-il si passionné ?**

Une précision tout d'abord. Il est plus juste de parler de gaz de roche ou de gaz de roche-mère. Jean-Louis Borloo, alors au gouvernement, a commis l'erreur d'autoriser la recherche de gaz de roche à l'extrême limite du Parc national des Cévennes et sur les causses, fief de José Bové. On ne pouvait pas s'y prendre plus mal pour entamer un débat. En effet, sans entrer dans les détails techniques, il serait très grave de fracturer des roches alors que les réserves aquifères sont proches des argiles noires, cibles des sociétés de recherche. Ces réserves sont le château d'eau de la France. Des per-

**« Les permis de recherche dans les Cévennes furent une aberration »**

mis de recherche, aujourd'hui abrogés, n'auraient jamais dû être autorisés. Les départements du Gard, de l'Aveyron, de l'Ardèche, de l'Hérault sont aujourd'hui les fers de lance de ce combat contre les gaz de roche. La situation est un peu différente dans le Bassin parisien, où les mêmes réservoirs d'eau sont profonds et salés et les nappes phréatiques moins



Rassemblement antipétrole de schiste à Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne)

exposées aux effets néfastes de la fracturation hydraulique.

**Pourquoi ces gaz de roche font-ils si peur ?**

La France est aujourd'hui un pays désindustrialisé. Résultat : toute opération industrielle, minière, est par essence suspecte. Je crois aussi que le code minier français actuel, qui date de Napoléon, ne tient plus. Ce code dit que l'État seul possède le sous-sol. Aujourd'hui, avec la décentralisation et le principe de subsidiarité, il faut que ces questions soient traitées au plus près des populations concernées et des collectivités territoriales. Le maire du Vigan m'expliquait un jour qu'il avait découvert par hasard dans la presse des pro-

jets de recherche concernant sa commune... Le ressenti est celui d'un certain mépris de l'administration centrale envers les élus locaux.

**Quel avenir énergétique pour la France ?**

Nous le savons, nous nous rapprochons du pic pétrolier, ce moment où le déclin des capacités de production mondiale de pétrole puis de gaz devient inéluctable. Certains pensent qu'en utilisant la fracturation hydraulique ils peuvent repousser ce moment-là. Mais c'est reculer pour mieux sauter. Seul le recours massif aux énergies renouvelables pourra changer la donne, vu l'urgence face au changement climatique mais aussi en termes de création d'emplois.

Néanmoins je pense qu'il est possible de mettre au point des techniques d'extraction des gaz de roche moins nocives que la fracturation hydraulique, notamment par recours à l'électricité. Ce sont des voies à explorer car on n'est pas près de se passer de carburant. Mais il me paraît bien plus urgent de mettre l'accent, par exemple pour le chauffage, sur la géothermie. En Suède, 70 % des constructions neuves utilisent la géothermie.

La France est bien loin de ces chiffres, c'est une aberration aujourd'hui de se chauffer au gaz, que l'on importe. La chape de plomb du tout nucléaire, des lobbies pétroliers et gaziers pèse encore lourd dans notre pays... ■

## Des militants mobilisés

Peu convaincus par les déclarations de François Hollande, les militants anti gaz de schiste ont manifesté le samedi 22 septembre lors de la journée internationale contre la fracturation hydraulique. Pour eux, les permis d'exploration et d'exploitation pour les gaz de schiste déjà accordés sont trop nombreux. Les principales manifestations ont eu lieu à Saint-Christol-lès-Alès (Gard), Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne) et Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne). À

Saint-Christol-lès-Alès, des rencontres par visioconférence sur Internet ont permis de dialoguer avec des militants espagnols et polonais. En Seine-et-Marne, quelques centaines de personnes se sont rassemblées. Dans ce département, sept communes sont concernées par des forages prévus en novembre dans le cadre de plusieurs permis d'exploration d'hydrocarbures

N. L. AVEC AFP

[www.globalfrackdown.org](http://www.globalfrackdown.org)

PROPOS RECUEILLIS PAR  
NATHALIE LEENHARDT